

# « Les déclarations d'Emmanuel Macron nous heurtent »

Interview

Gérard Lange

Secrétaire de l'antenne

de Caen de l'Association

des professeurs d'histoire-

géographie (APHG).

Dans une interview accordée fin août au *Point*, Emmanuel Macron souhaitait refondre les programmes d'histoire, faire évoluer l'instruction civique et renforcer la formation de ces enseignants. Des propos qui n'ont pas manqué de faire réagir les concernés, parmi lesquels Gérard Lange, professeur au lycée Gambier de Lisieux et représentant de l'APHG dans l'ex-région Basse-Normandie.

## Comment avez-vous accueilli ces propos ?

Ils laissent supposer qu'il y a un problème de formation avec nous et cela nous étonne beaucoup. On les reçoit d'une manière presque humiliante. C'est également bizarre de demander la refonte de nos programmes étant donné que beaucoup de nos heures ont été supprimées au fil des années. En lycée professionnel, par exemple, un élève en CAP n'en a plus qu'une demi-heure par semaine. Ces déclarations heurtent tous les collègues qui font tout ce qu'ils peuvent. Alors dire qu'il y a un problème de formation est injuste. Si on nous donnait plus d'heures et d'effectifs, cela allégerait notre travail et nous serions plus efficaces. Nous sommes aussi bien formés que les autres.

## Qu'en est-il de l'instruction civique ?

Ce terme me pose question puisqu'il s'agit en réalité d'enseignement moral et civique (EMC). Il revient en théorie à tous les professeurs et par conséquent à personne, même si ce sont souvent les professeurs d'histoire-géographie qui s'en chargent. Parler d'instruction, c'est comme si le professeur était là pour dispenser sa morale. L'EMC est au contraire une invitation à débattre, à argumenter. Nous ne sommes pas là pour dire aux élèves ce qu'ils doivent penser. Mais comment avoir le temps de dé-

velopper des idées et d'échanger avec une classe entière ? Il n'y a qu'en demi-groupe qu'on peut le faire. Je pense que les déclarations d'Emmanuel Macron sont liées aux émeutes de cet été. Certes, le professeur d'histoire-géographie est perçu comme l'enseignant du vivre-ensemble. Mais nous ne sommes pas là pour pallier le manque de civisme.

« Humiliant »

### **Le président voudrait également voir la rentrée avancée au 20 août pour les élèves en difficulté...**

Pour moi, la question n'est pas là et cela ne résoudrait rien. Nous serions plus efficaces face à un effectif plus faible de 24 élèves toute l'année par exemple. Il manque aussi des heures de soutien scolaire, des travaux en demi-groupe... Cela nous donne le sentiment qu'il doit penser qu'on est là pour pallier l'ennui des jeunes. Mais on n'est pas là pour gérer socialement des élèves qui s'ennuient à la fin de l'été. L'école est considérée comme un ciment social et c'est très bien, mais nous ne sommes pas là pour résoudre tous les problèmes. Nous sommes déjà mobilisés contre le harcèlement, pour le numérique...

### **Il veut aussi « reconquérir » juin. Qu'en pensez-vous ?**

C'est une vieille antienne. C'est la période où on oriente les élèves et on prépare les examens, sans compter les conseils de classe qui ont lieu fin mai. Je vois mal comment on peut réinvestir du temps en juin. J'ajoute que c'est sous son quinquennat que le bac a été avancé en mars. Il faudrait désormais revenir en arrière ? Il est évident que les élèves n'ont plus rien à faire ensuite. C'est un dispositif qui est très stressant pour nous car on doit tout boucler en mars, et forcément, on n'enseigne pas de façon optimale.

Propos recueillis par L. L.